
Compensations environnementales sur le site de Pontpoint par la société du Canal Seine-Nord Europe (CSNE)

Il s'agit du remblaiement partiel du plus grand étang de la plaine de Pontpoint (étang N°5) dans le cadre de l'élargissement de l'Oise entre Compiègne et Noyon.

C'est une mesure supplémentaire de compensation environnementale qui n'est arrivée que tardivement (en 2019) alors que le projet a été lancé il y a plus de 10 ans. **Ce projet global fait actuellement l'objet d'une enquête environnementale avec un registre destiné au public. Vous pouvez le consulter en Mairie de Pontpoint jusqu'au 12 novembre 2020** puisque nous sommes maintenant concernés par ce projet.

Le site apparaît sous l'intitulé « gravières de Pontpoint » fichier 22 du secteur 1

Plusieurs questions se posent :

Pourquoi avoir attendu septembre 2020 pour avertir les élus de Pontpoint de ce remblai alors que l'acquisition de cet étang par le CSNE et donc pour partie l'État a été lancée en 2019 ?

Autrement dit, nous sommes mis sur le fait accompli. Toutefois, nous avons rapidement réagi et demandé des explications. Les interlocuteurs interrogés nous disent que la neutralité hydraulique de cette réserve d'eau devra être respectée pour prémunir notre territoire des grandes inondations.

Comment cela est-il possible avec le remblai de plusieurs milliers de m³ d'eau ? Ce n'est évidemment pas l'avis de l'entente Oise Aisne dont l'état est également partie prenante.

Cet organisme gère sur notre territoire les risques d'inondations et développe un projet de rétention sur cette même plaine de Pontpoint avec des digues pour prévenir la crue centennale en contradiction totale avec ce projet de remblai.

Nous a également été rapporté l'argument écologique de ce projet de zone humide qui serait bon pour la biodiversité.

Or, pourquoi le Parc Naturel Régional (PNR) n'a-t-il pas été associé à cette réflexion alors qu'il s'interroge sur les gains écologiques réels de ce site, qui est l'un des sites d'hivernage les plus importants du département de l'Oise pour les oiseaux d'eau ?

De son côté, le PNR prévient que le maintien de la biodiversité n'est possible que si une surface suffisante est conservée en eau libre. De ce fait, ce dernier demande la réalisation d'un bilan écologique.

Pourquoi le site de Pontpoint est le seul pour lequel aucun plan de gestion n'a été réalisé ? Pourquoi n'est-il cité qu'une fois très succinctement sans aucune précision ? Comment s'effectuera précisément l'acheminement par voie fluviale de milliers de tonnes de remblais vers notre site et avec quel impact sur l'environnement immédiat de l'étang ?

En clair l'État s'exonère de cette obligation légale d'une véritable enquête environnementale pour lancer rapidement ce projet pharaonique du canal en nous demandant de nous prononcer sur une enquête vide nous concernant.

C'est tout à fait inédit et dans n'importe quel autre projet ce vide total ne serait pas toléré et remettrait en cause totalement l'autorisation environnementale de la partie concernant notre site.

Cet étang N°5 possède par ailleurs un grand potentiel que la collectivité pourrait bien mieux utiliser à d'autres fins pour développer l'attractivité de notre territoire.

Nous élus de Pontpoint dénonçons ces aberrations et ce manque total de considération pour notre commune qui est le seul site qui se situe clairement en dehors du tracé du CSNE entre Compiègne et Noyon.

Nous demandons à ce que l'autorisation environnementale ne soit pas accordée sur le site de Pontpoint pour un défaut flagrant d'information.

La plaine de Pontpoint se retrouve ainsi concernée par des mesures compensatoires dont on ne sait pas grand-chose alors qu'elle est déjà concernée sur le tracé de MAGEO (qui se trouve être la suite du CSNE) qui lui se situe sur notre territoire.

Il ne s'agit pas de contester ce projet du CSNE dans sa globalité car nous sommes conscients du potentiel économique qu'il apporterait à notre territoire en réduisant la part du trafic routier dans le transport de marchandises. Mais ici, nous contestons le choix de Pontpoint comme site de compensation car la contribution de notre commune ne doit être ni exagérée ni disproportionnée.

Des aménagements ont déjà été faits dans les années 2000 par l'EOA dans le secteur pour nous prémunir des grandes crues de 1993. Il s'agit maintenant de se prémunir encore davantage d'une crue centennale évidemment fort aléatoire. **Si nous comprenons néanmoins la nécessité de s'en prémunir par rapport aux dégâts considérables qu'elle pourrait occasionner, Pontpoint doit seulement prendre sa juste part à l'effort collectif et pas la totalité de cet effort sans aucune réelle compensation.**

Le Maire de Pontpoint.
Bruno DAUGUET